

## Discours SIA 2026

### Inauguration du stand MAASA

*Lundi 23 février 2026 à 10h00*

*18 minutes*

*Seul le prononcé fait foi.*

Mesdames et messieurs,

Chers amis,

Ce stand du ministère est le vôtre ; vous êtes ici chez vous. Chez vous, au sein du plus grand salon agricole populaire. Car oui, s'il n'y a pas de bovins, le salon reste le salon car il y a des éleveurs, des producteurs, des industriels, des vétérinaires, des agronomes, des agents de l'Etat, des techniciens, des enseignants, des chercheurs, des énergéticiens, des banques, ... Le salon, c'est vous !

C'est pourquoi ce salon reste le salon, un moment à part, la grande fête populaire de nos agriculteurs à laquelle, dès son inauguration samedi, les Français ont répondu présents, en nombre, dans l'esprit de convivialité dont est fait son ADN.

Chacun ici le sait, notre pays porte dans ses gènes une destinée agricole qui l'a maintenue debout à travers toute son histoire. Chaque Français tient en lui, par sa famille, par son territoire ou simplement dans sa chair, une part de cette âme paysanne qui nous est propre, et qui n'attend aujourd'hui qu'un sursaut pour continuer d'éclairer notre avenir comme elle a éclairé notre passé.

Cette âme paysanne qui a fait de nous une puissance agricole de rang mondial. Le grenier à céréales de l'Europe, un géant laitier et bovin, le cœur battant du monde du vin. Un pays de champions de l'agroalimentaire, premier employeur des territoires. Un

acteur central de la sécurité alimentaire internationale.  
Un modèle unique d'enseignement agricole.

L'un des fondements les plus solides de notre influence,  
et sans doute l'un des visages les plus universellement  
reconnus de notre identité.

Une place à part, conquise de haute lutte et qui explique,  
année après année, le succès intact du Salon de  
l'agriculture.

Alors mesdames et messieurs, pour nous, Français,  
sincèrement attachés à l'agriculture et aux agriculteurs,  
et à notre puissance agricole, intrinsèquement liée à  
notre souveraineté alimentaire, il est inacceptable de voir  
nos fondations vaciller.

Dans cette nouvelle géopolitique mondiale, l'agriculture  
dessinera dans les prochaines années, plus que jamais,  
les contours du monde de demain.

Notre agriculture, votre agriculture, est un des plus  
grands atouts sur lequel la France peut compter.

Alors je veux le dire clairement : je refuse catégoriquement que notre agriculture aujourd'hui soit fragilisée par les mêmes maux que notre industrie et notre parc nucléaire hier.

Les visionnaires de notre roman national du dernier siècle ont livré pour héritage la recette du redressement : une France forte, appuyée sur une base industrielle puissante, une énergie atomique peu couteuse, et une agriculture conquérante et productive.

Trente années durant, la France en a goûté le fruit. Jusqu'à ce que notre pays, en raison de choix politiques que nous savons aujourd'hui néfastes, soit frappé par la désindustrialisation et par la dénucléarisation.

Aujourd'hui, nous voyons surgir à l'horizon le spectre de la désagriculture, véhiculée par le discours d'irresponsables.

L'appel au Grand Réveil Alimentaire des Français que j'ai lancé en décembre dernier était dicté par l'urgence d'une prise de conscience collective.

Un appel que l'actualité a transformé en alarme. En 2025, pour la première fois depuis 1970, la balance commerciale agroalimentaire de la France a frôlé le zéro.

Autant d'importations que d'exportations. En 2024, notre excédent atteignait encore 3,9 milliards d'euros. En 2023, 5,3 milliards. En 2022, 10,3 milliards. 10 milliards d'euros d'excédent commercial effacés en l'espace de quatre années.

Bien sûr, la conjoncture y a sa part. Les aléas climatiques, les tensions géopolitiques, la volatilité des marchés mondiaux ont fragilisé nos positions. Tout cela est vrai.

Mais 10 milliards d'euros d'excédent commercial ne disparaissent pas sous le seul effet de la conjoncture.

Les chiffres ne mentent pas : nos exportations ont augmenté encore l'année dernière et malgré toutes les difficultés de marché que nous connaissons ; ce qui explose, ce qui nous fragilise, ce qui déséquilibre notre modèle, c'est la croissance exponentielle de nos importations. Si on importe plus, c'est que nous devons nous interroger sur notre production.

C'est pourquoi, je lutte pied à pied depuis le premier jour de mon arrivée au ministère contre la pensée de nos apprentis-sorciers de la décroissance. Ceux qui nous expliquent avec une tranquille assurance qu'il faudrait produire moins, pour produire mieux. Que la réduction de notre production constituerait en elle-même un progrès. Que notre agriculture gagnerait en vertu ce qu'elle perdrait en volume. Comme si le sursaut moral pouvait se substituer au sursaut productif.

L'idée pourrait prêter à sourire si ses conséquences n'étaient pas si concrètes et si graves. La décroissance ne fait que favoriser l'importation, elle remplace une agriculture que nous maîtrisons par une agriculture que nous subissons.

Je me bats pied pied contre ce dogme et ses effets délétères. Ma conviction est à l'opposé. Une France agricole forte, c'est une France qui produit, qui entreprend, qui expérimente. Une France agricole forte, c'est une France qui relève le défi du changement climatique par l'innovation, non par l'incantation décliniste trop souvent à la mode. Une France agricole forte, c'est une France qui fait confiance à ses producteurs, non à ses détracteurs pour construire son avenir. Voilà ma conviction.

Alors mesdames et messieurs, pour que ce salon marque le début du grand sursaut agricole, le chantier majeur est celui de la productivité et de la compétitivité, un chantier sur lequel tout le monde a sa part de travail à fournir et de détermination à verser à l'effort commun.

L'Europe d'abord. Alors même que la PAC avait constitué un succès éclatant des communautés européennes, singulièrement pour la France, force est de constater que l'Union européenne se laisse aller : elle prend du gras réglementaire là où elle perd du muscle financier et politique.

Et ce alors même que toutes les grandes nations, conscientes de l'importance de bénéficier d'une agriculture forte face aux dérèglements climatiques, géopolitiques et démographiques, se réarment massivement.

La Chine a augmenté de 40 % le financement de sa politique agricole par habitant depuis 2014. Les États-Unis de 86 %. La Russie de 15 %. L'Europe, elle, manque pour le moment ce rendez-vous. A ce rythme, maintenir notre compétitivité face à nos concurrents ne sera plus possible par le sursaut, mais par le miracle.

L'Europe agricole doit d'urgence se remuscler. Vous pouvez compter sur moi, sur mon engagement sans faille, et sur celui de nombreux autres dirigeants européens, pour remettre droit le projet de PAC proposé par la Commission.

Le Président de la République a rappelé avant-hier sa détermination inflexible à défendre le budget de la PAC, pour qu'il ne manque pas un centime aux agriculteurs Français par rapport à l'actuelle programmation. Le Premier ministre l'a confirmée.

La PAC restera commune, restera financée à la hauteur des besoins immenses que réclame aujourd'hui l'agriculture, intégrera l'inflation, pour offrir à nos agriculteurs, à vous-tous, les meilleures armes.

La compétitivité, c'est aussi défendre nos avantages comparatifs : je pense surtout à notre excellence sanitaire, construite depuis des décennies par ceux qui nous ont précédés.

Cette excellence, nous l'avons vue menacée par la vague de désinformation des derniers mois : nous avons dialogué, toujours ; nous avons toujours appuyé nos décisions sur la science ; nous avons agi avec pragmatisme et sens des responsabilités pour répondre aux problématiques des éleveurs : et nous y sommes, nous sommes en train de vaincre le virus ! Et ses détracteurs les plus virulents sont forcés d'admettre que la stratégie choisie était la bonne. Cette méthode, je veux la voir déployée à plus grande échelle pour adapter notre modèle du sanitaire au grand défi du changement climatique. Plus de prévention, plus de surveillance, plus de réactivité face à la crise.

C'est tout le sens des Assises du sanitaire animal que je veux maintenant voir aboutir le plus rapidement possible.

Je veux aussi mettre mes actes en cohérence avec mes principes. Nous avons trop longtemps parlé de mesures miroirs ou de concurrence déloyale sans déployer toute l'énergie nécessaire pour inventer une nouvelle politique publique.

J'ai voulu redoubler d'efforts pour déployer une concrète précaution pour vous protéger d'une concurrence normative déloyale.

La saisine de la Cour de justice de l'Union européenne sur l'accord avec le MERCOSUR par les députés européens, qui a été obtenu collectivement, est une première victoire.

L'interdiction sur notre marché des produits contenant 5 substances interdites en Europe, dont 3 ont déjà été étendues par l'Union européenne, en est une autre.

La mise en place d'une des premières brigades au monde dédiée aux contrôles des denrées alimentaires importées encore une autre. Le sursaut passe aussi par la protection face à la concurrence déloyale. C'est mon combat, j'irai jusqu'au bout. Ce combat passera aussi par des contrôles renforcés au niveau européen et dans les pays tiers : le commissaire Varhélyi que j'accueillerai ici demain, connaît ma position sur le sujet et est prêt à faire bouger les lignes.

L'Europe a donc sa part du travail à faire mais je ne me cacherai pas derrière mon petit doigt, la France aussi. Car c'est un fait, si la compétitivité des fermes européennes décroche face aux fermes d'autres continents, la compétitivité des fermes françaises décroche aussi face à leurs concurrentes européennes. Nous sommes la France, et pourtant près de 40 % des fromages que nous consommons sont importés, en quasi-totalité des pays européens. Nous sommes la France, donc la proportion devrait être inverse.

Il faut donc rendre les fermes françaises plus compétitives. L'année écoulée a permis d'en poser les grandes fondations : abaissement de charges d'un demi milliard d'euros, mouvement de simplification administrative avec le contrôle unique notamment, première levée d'entraves avec la loi Duplomb-Menonville, autorisation de l'utilisation de drones en agriculture, investissement dans la recherche, l'innovation, dans les variétés plus résilientes pour ne citer que cela.

Beaucoup a été fait, mais le combat continue, et il faut désormais appuyer sur l'accélérateur. C'est le sens de la loi d'urgence agricole, à laquelle je travaille en sillonnant les régions de France à votre rencontre. Les dernières consultations sont menées à l'occasion de ce salon, et permettront d'apporter des réponses concrètes aux problèmes concrets qui restent encore à résoudre dans le quotidien des paysans.

Sur l'eau, sur le loup, sur les moyens de production, sur le revenu, sur la commande publique, nous activerons tous les leviers pertinents pour faire bouger les lignes dans le temps court que nous laisse la perspective de la présidentielle.

Sur le loup, cela sera fait dès demain par voie réglementaire comme je l'ai annoncé : des années de combat qui se traduiront concrètement partout en France.

La profession a demandé au Premier ministre une loi pour lever des irritants ou des blocages qui demeurent malgré les cinq textes agricoles votés depuis un an et que nous ne pouvons régler par la voie réglementaire.

J'entends certaines voix, et pas seulement dans les cercles médiatiques, qui s'étonnent que ce texte ne soit pas encore rédigé et ficelé, moins de 40 jours après que le Premier ministre et moi-même avons fait droit à cette demande professionnelle.

Qui peut raisonnablement penser que le Gouvernement puisse produire un texte utile et robuste pour les agriculteurs dans ce délai sans insulter la concertation et bâcler sa portée juridique ?

Cette consultation je la mène depuis 1 mois, avec vous, avec les parlementaires, avec les représentants agricoles.

Nous avons défini ensemble le périmètre de ce texte, la semaine du salon doit permettre aux syndicats de préciser leurs propositions afin de respecter le calendrier auquel s'est engagé le Premier ministre.

Je veux que ce texte aille au bout avant 2027. Je vous mentirais si je disais que nous pouvons mener la révolution copernicienne que l'agriculture demande depuis 40 ans alors qu'il ne reste que quelques semaines utiles au Parlement. Entre les campagnes municipales et sénatoriales, il reste, en tout et pour tout, quatre mois au maximum disponibles pour faire prospérer des textes avant les élections. Beaucoup d'appelés, peu d'élus.

Le texte agricole est inscrit, contrairement à beaucoup d'autres, car le Gouvernement en fait une priorité.

Pour autant, ne nous trompons pas de combat : une nouvelle loi d'orientation, dans ce délai, et compte tenu du contexte parlementaire, n'est pas possible.

Changer de paradigme, renverser la table des priorités de la société, faire primer la production et la souveraineté en tout arbitrage, tout ce à quoi vous aspirez profondément doit être mis au cœur des choix qui attendent les Français dans un an, qu'ils attendent avec impatience.

En ce qui me concerne, je porterai les grands principes auxquels je crois jusqu'à la dernière minute rue de Varenne. Et je compte bien défendre les convictions que j'ai acquises depuis un an et demi dans la grande confrontation des idées qui commence cette semaine au Salon pour ne s'achever que l'année prochaine.

J'ai toujours fait primer l'intérêt des agriculteurs et des transformateurs dans les batailles, parfois dures, que j'ai eu à mener depuis le premier jour à la tête de ce ministère : je ne vais pas m'arrêter au moment où commence la reine des batailles, l'élection présidentielle et les choix cruciaux qu'elle aura à faire plus que jamais.

Les Français ont rendez-vous avec leur avenir, dont ils doivent choisir la boussole, en 2027. L'agriculture, à l'évidence, fait partie des fondamentaux de la société qu'ils se choisiront.

Et les débats que nous avons maintenant, et que ma voix continuera de porter partout où je le pourrai, préparent très largement cette échéance. Trois mots d'ordre les guideront : production, réindustrialisation, compétitivité.

S'y ajoute, bien sûr, la question du revenu sur laquelle nous ne pouvons transiger. Les négociations commerciales ont démontré que le déséquilibre du rapport de force était un problème à régler pour passer d'une guerre des prix à une création de valeur. Négocier des tarifs, c'est le sens du commerce. Menacer de déréférencement et condamner à mort des entreprises, c'est un procédé que je dénonce. J'assume. L'Europe veut bouger sur les centrales d'achat européennes :

je serai à la pointe de ce combat, vous pouvez compter sur moi. Et comme je l'ai dit à Rungis, s'il faut compléter à la marge la loi Egalim pour renforcer le maillon amont, je le ferai. S'il faut aller plus loin, pas de tabou.

Mais, d'ici à 2027, beaucoup peut être fait pour apporter des solutions opérationnelles au quotidien des paysans, dans le temps utile que la session parlementaire actuelle nous offre. C'est ce que je veux pour ce projet de loi : du concret, des changements visibles et mesurables dans les cours de ferme.

Je veux faire sortir des bâtiments de terre et débloquer des projets, qu'ils soient hydrauliques ou industriels. Le Premier ministre l'a encore rappelé la semaine dernière à tous les préfets de région au sujet de l'eau : financement, ingénierie, simplification concrète, raccourcissement des délais. C'est du concret, mais cela change la donne.

Je veux pousser des innovations concrètes dans les champs et dans les élevages pour renforcer notre productivité.

Je veux accélérer les contentieux, lutter contre les recours abusifs : cela sera fait pour nombre de projets par décret dès le mois de mars.

Mais au-delà de tous les textes, législatifs ou réglementaires, il faut aussi assumer que le sursaut, la fin de la désagriculture française, implique de « détotémiser » certaines icônes.

J'assume de dire que les fermes françaises, globalement de taille intermédiaire, fondées sur un modèle familial, ne peuvent pas toujours tenir la cadence face à des exploitations roumaines, polonaises ou même allemandes, bien plus vastes.

En aucun cas il ne s'agit de dire que le modèle familial est caduc : il garde sa pleine pertinence. Mais, au titre de la compétitivité, ne faut-il pas se poser la question de la taille critique ? Il faut aussi savoir s'adapter et s'engager dans la simplification de l'installation parfois, pour permettre l'émergence d'exploitations qui, sans cela, ne seraient ni viables ni rentables. Il faut savoir bouger quand le monde autour de nous galope, il faut savoir préparer l'avenir d'exploitations rentables et transmissibles.

C'est ce que nous avons fait l'année dernière avec le décret ICPE ; ce que nous continuons de faire dans le projet de loi DDADUE récemment adopté au Sénat. C'est ce que nous continuerons à porter sur la scène européenne.

Enfin mesdames et messieurs, la possibilité de nous engager dans le grand sursaut agricole, dépend aussi des Français. De leurs choix de consommation bien-sûr, et donc de la transparence sur l'origine des produits.

Mais aussi de l'attitude de certains face aux producteurs que vous êtes.

Nous avons soupé trop longtemps d'un boboïsme hermétique à vos conditions de vie, qui n'a aucune peine à crier sur les plateaux de télévision que l'on se fiche de vos revenus, qui veut manger des œufs sans se faire réveiller par le coq, qui n'hésite plus, sous couvert d'associations, d'attaquer en justice des projets de fermes qui nourrissent leur territoire depuis des générations.

La reconquête de notre souveraineté alimentaire, la possibilité même d'un sursaut agricole, dépend de l'attitude et du comportement de chacun. Il ne faut plus avoir peur de dénoncer ces comportements mortifères pour vous, et pour notre pays.

Là-aussi, je m'engage à être votre plus fidèle représentante, à dénoncer partout ces comportements, et à apporter l'aide nécessaire à ceux qui en sont victimes.

Cette ambition politique, mesdames et messieurs, suit aujourd'hui une direction nette et assumée : la reconquête de notre souveraineté alimentaire. C'est le sens des conférences de la souveraineté alimentaire que j'ai lancées en décembre dernier. Leur première phase, nationale, s'est achevée il y a quelques jours. Dans un temps contraint, avec des intérêts parfois divergents, les producteurs, les transformateurs, les distributeurs ont accepté de se prêter à cet exercice de concertation et de vérité. Tous ont joué le jeu, vous avez joué le jeu, et je vous en remercie sincèrement.

Au-delà des résultats, que je présenterai demain, ce qui en est ressorti est sans ambiguïté : une volonté de fer de reprendre la main, une conscience aigüe des défis, et surtout, des voies très claires pour les surmonter.

Bien sûr, ce temps de concertation et de réflexion était, pour ainsi dire, l'œuvre la plus aisée de ces conférences. Nous avons fixé la hauteur de la barre, il nous revient désormais de la franchir !

C'est le sens de la seconde phase de ces conférences, la phase territoriale, d'où les projets concrets doivent sortir. Un temps d'action, où les ambitions doivent devenir investissements. Celle où les trajectoires doivent se compter en nombre de nouvelles exploitations, de nouveaux bâtiments, de nouveaux emplois. Partout sur le territoire, les préfets de région, les présidents de conseils régionaux, les chambres d'agriculture et l'ensemble des acteurs des filières auront la responsabilité de donner de la chair à cette ambition fixée au niveau national.

Il ne s'agira plus seulement réfléchir, mais de bâtir. De donner de la visibilité aux agriculteurs qui veulent s'installer, investir, transmettre.

Car la reconquête de notre souveraineté alimentaire, ne se proclame pas. Elle se construit. Elle se construit exploitation par exploitation, filière par filière, territoire par territoire.

Voilà, mesdames et messieurs, les quelques mots que je souhaitais vous tenir.

Ce moment est le nôtre. Le sursaut agricole ne viendra pas d'ailleurs. Il viendra de nous. De notre travail. De notre volonté. Et de la France. Alors, ensemble, faisons de ce salon le premier du grand sursaut agricole. La France et les Français nous en seront reconnaissants, pour longtemps.

Je vous remercie. **(FIN)**.